

---

N°. 389.

---

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Vendredi 4 Mars 1791.

Retour forcé des tantes du roi dans la capitale. — Nouveaux renseignemens sur la dernière conspiration des ennemis de la liberté. — Fin des torcheculs de la majorité pourrie de l'assemblée nationale.

Maintenant rentrons au sénat, pour voir le perfide Chapellier s'agiter à la tribune pour faire passer des décrets destructeurs de la liberté, voilés du prétexte de forcer le respect dû à la loi.

» Dans le passage orageux de la servitude politique  
» à une constitution libre, il y a des désordres inévi-  
» tables. Il seroit injuste de s'en indigner, il est dé-  
» sonnable d'en concevoir de l'inquiétude. A mesure  
» que le peuple s'approche de l'état d'une nation  
» libre, il sent renaître le besoin de la règle et de  
» la paix.

» Voilà le moment qu'il faut prendre pour publier  
 » ces vérités ; c'est alors qu'on doit faire sentir au  
 » peuple que l'être le plus noble et le plus heureux  
 » qu'il y ait sur la terre, c'est un homme libre qui  
 » résiste à toutes les volontés arbitraires des hom-  
 » mes, et qui ne résiste jamais à la loi ; d'autant  
 » plus docile à ses décrets salutaires qu'ils le pré-  
 » servent de l'oppression, en le soumettant aux seu-  
 » les règles de la raison et de la justice ; qu'un jour  
 » le besoin du repos devenant le plus impérieux  
 » des sentimens, il faut se résoudre à choisir enfin  
 » entre l'esclavage qui rampe sous la tyrannie du  
 » plus fort, et la soumission libre à la volonté  
 » générale ".

« Le despotisme avoit raison de dire que la so-  
 » ciété ne peut se maintenir que par l'obéissance ;  
 » oui, sans doute, il faut obéir : mais son orgueil  
 » féroce le trompoit sur l'application de cette maxime.  
 » Il vouloit que le peuple courbât une tête servile  
 » sous le joug de la violence et du caprice, et c'est  
 » à la loi seule qu'il doit soumettre une tête libre  
 » et fière ".

« Au milieu des ruines entassées de l'ancien édi-  
 » fice, cette voix de la raison pouvoit à peine se  
 » faire entendre : mais lorsque la société se recom-  
 » pose sur des principes plus sûrs, lorsque les ad-  
 » ministrations agissent, lorsque les tribunaux s'ou-  
 » vrent, lorsque la machine politique s'organise, la  
 » loi, en quelque sorte ensévelie dans les nuages  
 » d'une grande révolution, doit se montrer à la na-  
 » tion fatiguée, comme le centre d'un repos actif  
 » et d'un mouvement régulier et paisible ".



« Il n'y a de changé , dans le caractère des français ,  
 » que ce qui les disposoit à la servitude. Leur bonté ,  
 » leur courage , leur loyauté sont les mêmes, le senti-  
 » ment les touche , et la raison les persuade. Instru-  
 » mens négligés , sous un gouvernement qui méprisoit  
 » les hommes , il déploient toute leur force dans une  
 » constitution qui les honore ».

« Notre comité a donc cru qu'il est temps de donner  
 » un décret solennel qui pose les principes constitu-  
 » tionnels de l'ordre , qui combatte les sophismes dont  
 » on se sert pour égarer le peuple , qui inspire enfin  
 » aux amis de la liberté le dessein religieux de se li-  
 » guer en faveur de la loi , et de couvrir les administra-  
 » teurs et les juges du respect universel , sans que leur  
 » responsabilité soit affaiblie.

Tout cela est bel et bon , lorsque les loix justes et sages sont exécutées avec impartialité : mais est-ce bien le cas où nous nous trouvons ; c'est ce que j'examinerai bientôt.

Après cette introduction , le rapporteur a fait passer les articles suivans , dont le préambule seul a été légèrement modifié.

« La souveraineté étant une et indivisible , et appartenant à la nation entière , aucune administration de départemens ou de districts , aucun tribunal , aucune municipalité , aucune commune , aucune section de commune , aucune section du peuple , sous quelque dénomination quelconque , aucun citoyen ne peut faire aucun acte de souveraineté ; mais ont droit de pétition , en se conformant aux règles qui sont et seront prescrites ».

ART. I. « Les citoyens qui assisteront aux au-

diences des juges de paix, à celles des tribunaux de district, des tribunaux criminels, de ceux de police et de commerce, se tiendront découverts dans le respect et le silence. Tout ce que les juges ordonneront pour le maintien de l'ordre, sera exécuté ponctuellement à l'instant même ».

II. « Si un ou plusieurs des assistans interrompent le silence, donnent des signes publics d'approbation ou de désapprobation, soit à la défense des parties, soit au jugement, causent ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit; et si après l'avertissement des huissiers ils ne rentrent pas dans l'ordre sur-le-champ, il leur sera enjoint de se retirer; et dans le cas où quelqu'un opposeroit à cette injonction la moindre résistance, les réfractaires seront saisis aussitôt, et déposés dans la maison d'arrêt où il demeureront vingt-quatre heures.

III. « Si quelques mauvais citoyens osoient outrager ou menacer les juges et les officiers de justice dans l'exercice de leurs fonctions, les juges feront saisir à l'instant les coupables qui de suite seront déposés dans la maison d'arrêt. Les juges les interrogeront publiquement dans les vingt-quatre heures, et pourront les condamner, par voie de police correctionnelle, jusqu'à huit jours de détention, selon la nature des circonstances ».

Quand on assiste à quelques séances des pères conscrits, on s'étonne qu'ils aient eu le front de proposer sérieusement cet article. A les entendre se chamailler, s'applaudir, se honnir, se huer, à les voir s'élancer de leurs places, trepigner courir au milieu de la salle,



grincer des dents , se démener, s'invectiver , se menacer, se mettre le poingt sous le nez, parler de sabres, de pistolets, quel homme de sens ne se croiroit dans un cabaret ou dans un corps de garde? Eh Messieurs! vous prétendez que de pauvres artisans, de pauvres ouvriers, de pauvres manœuvres, sans lumieres, sans éducation, se comportent plus décemment que de beaux sé-  
nateurs tels que vous, si savans, si bien élevés, si bien nés, qui connoissent à fond toutes les délicatesses de l'urbanité gallique, les raffinemens du bel usage de la cour, et parce qu'un pauvre diable indigné de voir des fonctionnaires publics commettre des atrocités, ne pourra réprimer les mouvemens d'une ame honnête et sensible, vous l'envoyez calmer ses transports dans une prison; vous n'y songez pas, à moins que vous ne réclamiez aussi le privilège de se conduire indécemment comme un appanage de la souveraineté.

IV. « Si les outrages étoient d'une telle gravité qu'ils méritassent peine afflictive ou infamante, les coupables saisis et interrogés dans les vingt-quatre heures, seront renvoyés dans la maison d'arrêt, pour subir les épreuves de l'instruction criminelle; et s'ils sont convaincus. ils seront punis selon toute la rigueur des loix ».

Vous verrez que pour avoir apostrophé durement ou saisi au collet un juge inique, un fils désespéré de voir opprimer son pere, sera condamné au pilori, au fouet, à la corde!

V, « Les assemblées délibérantes des municipalités et des administrations, s'il s'y trouve quelques assis-

tans étrangers, exerceront , dans le lieu de leur séance , les mêmes fonctions de police qui viennent d'être attribuées aux juges. Après avoir fait saisir les perturbateurs , aux termes des articles II et III ci-dessus , les membres de ces assemblées dresseront procès-verbal du délit , et le feront parvenir au tribunal , qui suivra , pour l'interrogatoire et le jugement , ce qui est prescrit dans les articles III et IV.

VI. « Toute rébellion des citoyens , avec ou sans armes , contre l'exécution des mandemens de justice , saisies , exécution , ordonnances de prise de corps , contraintes par corps , ordonnées par justice , autorisées par la loi ; toute violence exercée à tout mouvement populaire excité contre les officiers municipaux , administrateurs , juges , officiers ministériels , dépositaires de la force publique en fonctions , seront poursuivis contre les prévenus par la voie criminelle et punis selon la rigueur des loix.

VII. « Les officiers ministériels , chargés de l'exécution des jugemens , mandemens , saisies , ordonnances et contraintes par corps contre un citoyen , lui présenteront une baguette blanche , en le sommant d'obéir. Aussitôt après l'apparition de ce signe de la puissance publique , toute résistance sera réputée rébellion.

VIII. « Si des fonctionnaires publics ou officiers ministériels d'exécution sont insultés , menacés ou attaqués dans l'exercice de leurs fonctions , ils prononceront à haute voix ces mots : *Force a la loi.* A l'instant où ce cri sera entendu , les dépositaires de la force publique , et même tous les citoyens , sont obligés , par la constitution , de prêter main forte à



l'exécution des jugemens et contraintes, et de régler leur action sur l'ordre de l'homme public, qui seul demeurera responsable.

IX. « Si un fonctionnaire public, administrateur, juge, officier ministériel d'exécution, exerçoit sans titre légal quelque contrainte contre un citoyen, ou si, même avec un titre légal, il employoit ou faisoit employer des violences inutiles, il sera responsable de sa conduite à la loi, et puni sur la plainte de l'opprimé, portée et poursuivie selon les formes prescrites.

« Le présent décret sera lu et publié aux prônes des » toutes les églises paroissiales pendant trois diman- » ches consécutifs, et ensuite tous les ans par les » curés, vicaires ou autres ecclésiastiques.

« Il sera solennellement proclamé et affiché aux » portés des églises, à l'entrée des maisons com- » munes, dans les rues, carrefours et places pu- » bliques, par ordre des officiers municipaux. Il sera » et demeurera affiché dans les auditions de justice, » de police et de commerce, dans les maisons des » juges de paix, et dans les lieux de l'assemblée » des municipalités, conseils généraux des commu- » nés, administrations et directoires de départe- » ment et de district ».

### *Réflexions de l'Ami du peuple.*

Avant que le préambule de ce décret eût été modifié, M. Péthion qui a ouvert la discussion et M. Robespierre qui l'a fixée, l'ont attaqué, avec raison comme vague, ambigu, captieux, insidieux, et tendant à priver chaque citoyen du droit de manifester

librement sa pensée, et à préjuger la grande question de la liberté de la presse que l'assemblée a promis de respecter : reproches qu'ils peuvent encore lui faire depuis sa nouvelle rédaction. Bien convaincus que ce préambule plus qu'inutile n'étoit là que pour fournir un prétexte d'anéantir toutes les associations patriotiques, ces défenseurs du peuple ont cru couper le mal par la racine, en attaquant le principe que *la souveraineté existe sans partage dans la nation, et que dans un grand état elle ne peut être exercée que par les représentans du peuple.* Ils se trompoient : le principe est incontestable ; car si la souveraineté étoit divisible, il y auroit plusieurs souverains dans l'état, ce qui est absurde.

Pour mettre à découvert les vues secrètes du comité vénal, et les déjouer en plein, ces braves patriotes n'avoient qu'à déterminer les fonctions de la souveraineté ; des lors, toutes les fausses applications qu'on prétend faire du principe tombent d'elles mêmes ; et les faiseurs de décrets sont pris à leurs propres pièges. Or, ces fonctions se bornent rigoureusement à *faire des loix pour la nation, et à les maintenir.* En doutez-vous ? Voyez le parlement Britannique, comme représentant de la nation : il se borne purement et simplement à faire des loix ; quoique la chambre des communes fasse les fonctions d'accusateur public, contre les crimes d'état ; et que la chambre des pairs forme au civil la cour suprême de judicature ; et au criminel, le tribunal de ses membres. Je ne parle pas ici de l'assemblée nationale de France, c'est un enfant mal élevé, qui ne sait trop ce qu'il fait, excepté quand il fait le mal, qui

coule